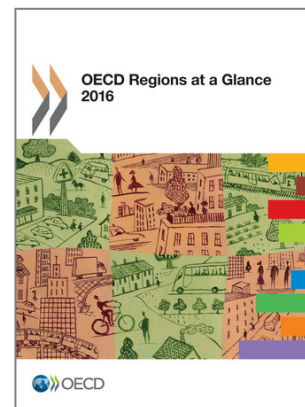


OECD *Multilingual Summaries* OECD Regions at a Glance 2016

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/reg_glance-2016-en](https://doi.org/10.1787/reg_glance-2016-en)

Panorama des régions de l'OCDE 2016

Résumé en français

Qu'il s'agisse des responsables publics ou des citoyens, « penser global » suppose de plus en plus de s'intéresser de près aux multiples réalités locales différentes observables dans les limites comme à l'extérieur des frontières nationales. Pour apprécier de manière complète l'amélioration de l'existence que chacun mène, il faut disposer d'une panoplie d'indicateurs capables non seulement de témoigner des conditions de vie, mais aussi de préciser où elles s'appliquent. Les données de l'OCDE font apparaître des disparités remarquables de conditions de vie selon la région et la ville : on constate ainsi par exemple entre les taux de chômage de régions espagnoles, italiennes et turques un écart de 20 points de pourcentage comparable à celui qui prévaut à l'échelle nationale entre la Grèce et la Norvège. L'espérance de vie, elle, présente une variabilité de 8 années pour l'ensemble de la zone OCDE, mais de 11 années entre les différentes provinces canadiennes et de 6 années entre les États constitutifs de l'Australie ou ceux des États-Unis.

Le présent rapport dresse un tableau complet des progrès réalisés dans les régions et métropoles de la zone OCDE sur la voie d'un développement plus inclusif et durable. Ce bilan visite onze dimensions du bien-être qui façonnent les conditions matérielles des populations (revenu, travail et logement) et leur qualité de vie (santé, éducation, accès aux services, environnement, sécurité, engagement civique et gouvernance, liens sociaux et satisfaction à l'égard de l'existence). Ces dimensions sont évaluées à l'aide d'indicateurs de résultats qui transcrivent les améliorations vécues par chacun dans son existence. Le rapport s'attache par ailleurs à recenser les ressources locales qui sont mobilisées pour renforcer la prospérité et le bien-être nationaux, afin de mieux apprécier la contribution des régions aux performances nationales.

Depuis la crise économique de 2008, de nombreuses régions déploient encore des efforts considérables pour accroître la productivité des entreprises et des salariés et pour restaurer l'emploi. Historiquement, le nombre de régions motrices en matière de création nationale d'emplois est relativement petit : en moyenne, les régions qui concentraient 20 % de l'emploi de la zone OCDE en 2000 ont été à l'origine d'un tiers de la croissance globale de l'emploi sur la période 2000-14, et même de la moitié au moins de cette croissance en Corée, en Estonie, en Hongrie, en Pologne et en République tchèque. Cependant, depuis 2008, la croissance de l'emploi a aussi ralenti dans les régions les plus dynamiques de tous les pays de l'OCDE sauf Israël, le Luxembourg, le Mexique et la Turquie.

Les exécutifs régionaux et locaux (collectivement dénommés « administrations infranationales », ou AIN) contrôlent de nombreux leviers de l'action publique menée pour promouvoir la prospérité et le bien-être. En 2014, ces AIN représentaient quelque 40% de la dépense publique totale et 60% des investissements publics de la zone OCDE. Les dépenses concernant l'éducation, la santé, les services généraux des administrations publiques, les affaires économiques et les questions sociales composent l'essentiel (85 %) de leurs dépenses. En même temps, les responsabilités de ces secteurs sont souvent partagées et nécessitent, par souci d'efficacité et de cohérence de la formulation des politiques, une coordination des échelons national et infranational. De fait, les trois quarts des AIN européennes ayant participé en 2015 à une enquête du Comité des régions de l'OCDE ont indiqué que l'absence de coordination dans ce domaine était un problème central.

Principales conclusions

Géographie et bien-être ne sont pas étrangers l'un à l'autre

- Au cours de la dernière décennie, les disparités interrégionales ont décliné pour ce qui est du niveau d'études et de l'accès aux services, mais se sont amplifiées en matière de revenu, de pollution atmosphérique et de sécurité.
- Le revenu est lui aussi inégalement réparti au sein même des régions. Les inégalités de revenu disponible des ménages sont bien plus marquées dans certaines régions d'Espagne, des États-Unis, d'Israël et de Turquie que dans chacun de ces pays pris globalement. Les ménages des zones métropolitaines de l'OCDE ont certes, en moyenne, un revenu 17 % plus élevé qu'ailleurs, mais c'est dans ces zones que les inégalités de revenu sont les plus fortes, et la part du revenu des ménages consacrée au logement peut y être 15 points de pourcentage plus élevée que dans le reste du pays.
- Ces quinze dernières années, la hausse du niveau d'études de la main-d'œuvre des régions où elle est le moins instruite a réduit l'écart avec les régions où elle l'est le plus. En France et au Mexique, par exemple, grâce aux progrès des régions dont la main-d'œuvre, en 2000, était relativement peu instruite, les disparités régionales relatives à la main-d'œuvre ayant fréquenté au moins le deuxième cycle du second degré ont baissé respectivement de 12 et 7 points de pourcentage.
- Constat majeur de cette publication, il ressort des estimations concernant le bien-être subjectif à l'échelon infranational que la satisfaction à l'égard de l'existence et le soutien social perçus dépendent aussi du lieu où vit l'individu. Quarante pour cent de la variation expliquée de la satisfaction à l'égard de l'existence auto-déclarée par les résidents de la zone OCDE tient à des caractéristiques régionales, les caractéristiques individuelles représentant les 60 % restants.

Les régions contribuent à la croissance et à la prospérité nationales

- Au cours de la période 2000-14, en moyenne, le taux de croissance du PIB des régions à dominante rurale a été plus faible que celui des régions à dominante urbaine dans 18 pays de l'OCDE sur 24, tandis que la création d'emplois a été plus forte dans les premières que dans les secondes dans 12 pays de l'OCDE sur 24.
- Pour la période 2000-13, les gains de productivité expliquent plus de 75 % de la croissance du PIB par habitant des régions ayant connu la plus forte croissance. La majorité de ces régions compte de vastes zones métropolitaines où la concentration de différentes industries facilite l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, aux infrastructures, à l'innovation, à l'entrepreneuriat et aux échanges commerciaux. Les régions dont le PIB par habitant a baissé ces quinze dernières années (principalement en Espagne, en Grèce et en Italie) affichent des performances médiocres du point de vue tant de la productivité que de l'utilisation de la main-d'œuvre.
- Au cours de la période 2000-13, dans 22 pays de l'OCDE sur 27, les régions à la traîne ont vu la part de la main-d'œuvre diplômée de l'enseignement supérieur progresser plus vite que les régions avancées. À l'inverse, la part du personnel de recherche-développement (R-D) a augmenté plus vite dans ces dernières, creusant ainsi les disparités régionales dans 12 pays sur 19.
- Ces quinze dernières années, la population senior des pays de l'OCDE a augmenté cinq fois plus vite que le reste de la population. Dans 26 pays de l'OCDE sur 33, le taux de dépendance des seniors était, en 2014, plus élevé dans les régions rurales que dans les régions urbaines. En 2011-13, les migrations ont fait perdre aux régions rurales des pays de l'OCDE, en moyenne, 11 habitants pour dix mille. Au même moment, en Belgique, en Corée, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suisse, ces régions rurales ont affiché un solde migratoire interne net positif.

Les exécutifs infranationaux financent le développement régional et y investissent

- Les AIN représentent 40 % de la dépense publique totale. Leur qualité d'employeur, d'adjudicateur de marchés publics et de prestataire de services essentiels dans des domaines tels que l'éducation (25 % de la dépense des AIN), la santé (17 %), la protection sociale (14 %) et les affaires économiques (14 % également) leur confère un rôle économique important.
- Les affaires économiques (principalement les transports) et l'éducation sont les secteurs d'investissement prioritaires ; ils représentent 39 % et 22 % des investissements des AIN. Entre 2007 et 2014, ces derniers ont baissé de presque 4 % en termes réels dans la zone OCDE.

- La crise économique a entraîné dans la plupart des pays de l'OCDE une forte dégradation du solde budgétaire des AIN et une aggravation majeure de leur endettement. En 2014, leur dette brute représentait, en moyenne dans la zone OCDE, 24 % du PIB et 20 % de la dette publique totale.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2016), *OECD Regions at a Glance 2016*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/reg_glance-2016-en